



AFARD

Association des Femmes Africaines pour la Recherche et le Développement
Sicap Sacré Cœur 1, Villa N° 8798 / BP. 15367 Dakar-Fann Dakar, Sénégal /
Tel: (221) 33 824-20-53 / 33 825-23-49 / Fax: (221) 33 824-20-56
Email: aaword@orange.sn; aaword@afard.org / Site web : www.afard.org

DECLARATION FAITE A L'OCCASION DES ECOUTES INFORMELLES INTERACTIVES DE LA SOCIETE CIVILE A L'ASSEMBLEE GENERALE EN PREPARATION DE LA QUATRIEME CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LES PAYS LES MOINS AVANCES (New York, 1 Avril 2011)

Monsieur le President de l'Assemblée Generale
Monsieur le Secrétaire General de la Conférence,
Excellences les Ambassadeurs,
Collegues des Organisations de la Société civile
Mesdames et Messieurs

Je voudrais, au nom de l'Association des Femmes Africaines pour la Recherche et le Développement (AFARD), vous dire toute notre gratitude de nous donner l'opportunité de partager les pensées et préoccupations des organisations de la Société Civile, particulièrement des femmes africaines à l'occasion des écoutes informelles interactives de la société civile à l'Assemblée Générale en préparation de la quatrième conférence des nations unies sur les Pays les Moins Avancés.

Mesdames, Messieurs, au moment où nous tenons ces auditions, les Hommes et les Femmes des 33 pays les moins avancés d'Afrique vivent au rythme de la crise mondiale caractérisée par des crises économiques, alimentaires, écologiques, sociales et politiques ; crises qui, non seulement perdurent, mais s'approfondissent de jour en jour. Nous réitérons ici notre analyse selon laquelle, ces crises ne sont pas isolées mais sont l'expression de la crise du modèle néolibéral caractérisé par la surexploitation du travail et de l'environnement, et par la spéculation financière au détriment de l'économie réelle. Nous, Femmes Africaines, récusons encore ce modèle de production et de consommation bâti sur l'accumulation capitaliste qui génère une pauvreté accrue pour nos peuples, particulièrement les femmes.

Après 20 ans d'ajustements structurels chaotiques en Afrique marqués par une déresponsabilisation accrue des Etats africains et une privatisation des secteurs sociaux, tels que l'éducation et la santé, de nouvelles stratégies de réduction de la pauvreté ont été introduites à partir de l'année 2000. Elles sont aujourd'hui le cadre de référence des politiques de développement dans plusieurs pays africains. Malgré

les initiatives prises au niveau de ces pays pour rendre participatif le processus d'élaboration des Documents de Stratégies de Réduction de la Pauvreté (DSRP), nos études montrent que le processus participatif ne mène pas nécessairement à la prise en charge des préoccupations sexo-spécifiques dans les documents ni à une mise en œuvre effective des dispositions finales au niveau des populations bénéficiaires, particulièrement des filles et des femmes.

Nous, femmes africaines, avons besoin d'avancer dans la construction d'alternatives face à ces crises récurrentes, car les réponses palliatives basées sur la logique marchande ne nous conviennent guère. Pour un développement durable dans les PMA en Afrique, il nous faut trouver de nouvelles règles du jeu fondé sur un nouveau contrat social qui place les mains visibles, les mains laborieuses des citoyens et citoyennes au cœur des politiques de développement. Pour cela, nous demandons un investissement dans le capital humain, sans exclusion. Il faut que les engagements pris dans le cadre du 4^{ème} Plan d'Action, qui sera adopté à Istanbul, soient traduits dans la réalité par la création d'infrastructures et d'opportunités pour les femmes dans les politiques publiques.

En effet, s'il y a un domaine sur lequel des actions concrètes doivent être menées c'est bien dans celui de l'éducation et de la formation des Filles et des Femmes en Afrique pour réduire la pauvreté, la mortalité maternelle et infantile et aussi favoriser la croissance économique, la résistance à la domination sous toutes ces formes et renforcer le développement humain et l'accès à la terre, au crédit et aux marchés.

C'est pourquoi nous demandons :

- que le 4^{ème} Plan d'Action mette en place un fonds spécial visant à accroître les connaissances des femmes africaines dans les domaines scientifique et technique, notamment dans le secteur agricole qui polarise la force productive féminine, en leur donnant un accès aux connaissances agricoles, aux sciences et à la technologie afin qu'elles profitent des services d'extension, des programmes d'intrants agricoles, des technologies et de la recherche agricole novatrice;

- qu'il y ait plus d'investissement dans la santé maternelle et infantile, le VIH/SIDA et les maladies opportunistes qui affectent les femmes pour réduire non seulement la mortalité mais aussi le poids des soins qu'elles apportent aux malades et orphelins, afin qu'elles puissent être de vraies actrices du développement ;

- que la souveraineté économique, politique et culturelle des PMA soit respectée pour libérer le génie africain et aider les Africaines et Africains des PMA à penser leur propre développement ;

- que les dettes odieuses et illégitimes soient annulées et qu'un audit citoyen soit fait pour permettre aux populations des PMA d'obtenir réparation à travers des

programmes d'éducation axés sur la reconstruction de l'identité culturelle de l'apprenante et de l'apprenant et la liaison de l'Ecole à la vie de la Communauté ;

- que la perspective genre soit intégrée dans le 4^{ème} Plan d'Action et qu'il soit procédé à son audit tout au long de la décennie pour corriger les disparités et disposer des données désagrégées par sexe pour mesurer les indicateurs de développement humain dans les PMA ;

- Et que les accords multilatéraux et bilatéraux qui soutiennent les politiques et programmes de transfert de compétences, de renforcement de la coopération Sud-Sud, de création d'emploi plus formel et décent au sein des économies africaines soient renforcés, dans une perspective genre.

JE VOUS REMERCIE DE VOTRE AIMABLE ATTENTION

Fait à New York le 1er Avril 2011

Par Association des Femmes Africaines pour la Recherche et le Développement

* AFARD est un Réseau de Femmes Chercheuses et activistes intervenant dans 22 pays africains et au niveau de la diaspora (Cameroun, Tchad, Cap-Vert, République Démocratique du Congo, Ghana, Guinée Bissau, Kenya, Mali, Mauritanie, Maroc, Niger, Nigeria, Sénégal, Afrique du Sud, Suisse, Tanzanie, Togo, Tunisie, Uganda, USA, Zambie, Zimbabwe).